

PN 21 : la ministre
des Transports saisie

INFRASTRUCTURES Le Conseil départemental de Lot-et-Garonne, la Chambre de commerce et d'industrie, la Chambre des métiers et de l'artisanat ainsi que les agglomérations et communes concernées par le dossier du N 21-barreau de Camélat et échangeur d'Agen ont adressé une lettre à la ministre des Transports. Les élus et leurs locaux enjoignent Elisabeth Borne de « donner les moyens financiers nécessaires au préfet de Région, en 2019, pour finaliser les acquisitions foncières et engager les premiers travaux sur la RN 21 entre Montignac et la Croix-Blanche, de faciliter les services de l'État pour l'échangeur d'Agen Ouest soit un projet d'utilité publique dès 2019, d'engager les travaux au plus tôt début 2020, de soutenir la réalisation du pont et du barreau de Camélat dans le prochain Contrat de Développement Régional (CDR) à la même hauteur que ce qu'il finance pour les autres premières acquisitions dans le cadre du CDR 2015-2020 et participe à hauteur de 50 % ». Les signataires du courrier sollicitent par ailleurs une audience auprès de la ministre.

Poste sensibilise
seniors
aux risques routiers

PRÉVENTION À travers sa filiale Be-mobi, spécialisée dans les mobilités, la Poste propose aux Lot-et-Garonnais, âgés de 60 ans et plus, deux sessions par jours aux risques routiers. Aujourd'hui, de 9 à 12 heures ou de 14 à 17 heures, salle François-Mitterrand à Villerséal et demain, de 9 à 12 heures ou de 14 à 17 heures, salle polyvalente à Lauzun. Les participants pourront assister à des interventions sur les dernières évolutions du Code de la route et bénéficier d'animations interactives concrètes. Les séances sont gratuites. Inscription par téléphone au 06 33 09 90 96 ou par courriel à : adege.barre@laposte.fr

opération mairies
vertes

ÉLECTIONS L'Association des maires de France invite ses élus à leur mairie samedi. Le but de la journée est d'écouter, d'enregistrer, de faire remonter l'information, sans juger, sans contredire... Charge ensuite à la mairie de recueillir, d'écouter et de synthétiser les remontées.

Irrigation : le mauvais procès

AGRICULTURE L'affaire du lac de Caussade a, sur le fond, rouvert le débat sur l'irrigation qui serait le symptôme d'une agriculture productiviste. L'histoire en Lot-et-Garonne dit le contraire

BASTIEN SOUPERBIE
b.souperbie@sudouest.fr

Les événements relatifs à la réalisation du lac de Caussade, dont il est probable qu'ils donnent lieu à des poursuites judiciaires, ont rouvert un autre procès, celui de l'irrigation qu'instruisent les militants environnementalistes (lire aussi en page 11). Pour ces derniers, les ouvrages qu'elle nécessite seraient, en effet, les avatars d'un modèle agricole hyperproductiviste. Un procès qui en Lot-et-Garonne fait fi de l'histoire de son agriculture. Témoignage de cette chronologie : Jean-François Berthoumieu, fondateur d'Agralis en 2003, société dont la vocation est une aide au pilotage de l'irrigation afin de gérer la ressource de manière optimale. Son savoir-faire est aujourd'hui reconnu sur le plan international.

Le 47, pionnier en gestion de l'eau

« Agralis est un développement commercial de l'Association climatologique de moyenne Garonne (ACMG), qui avait été créée en 1959 pour permettre à l'agriculture locale de lutter contre les aléas climatiques : la grêle, le gel, le vent et donc la sécheresse. » Enfant de Revel, cité au pied de la montagne noire, pays où l'eau est en abondance, Jean-François Berthoumieu découvre à son arrivée en Lot-et-Garonne un autre contexte, celui d'un département qui manque d'eau. « Le Lot-et-Garonne a été pionnier en matière de gestion de l'eau. Le département est imprégné de cette culture parce qu'il ne dispose pas historiquement des ressources sur lesquelles s'appuient la Haute-Garonne, le Tarn et même le Lot-et-Garonne. On sait ici depuis longtemps que les stocks des lacs sont limités et que le débit de la Garonne l'été n'est parfois pas suffisant. Très vite, il a donc fallu valoriser l'eau stockée, non pas pour surproduire mais pour lutter contre la sécheresse. »

C'est en Australie qu'Agralis trouve le moyen technologique pour piloter l'irrigation, la sonde de la société Sentek, dont elle est le concessionnaire exclusif dans les pays francophones, et une culture. « Contrairement à l'Espa-

AILLEURS

La Bolivie va bénéficier de fonds verts de l'Organisation des nations unies (ONU) pour l'alimentation et l'agriculture afin d'adapter l'agriculture aux changements climatiques. 250 millions d'euros devraient être ainsi attribués au régime d'Evo Morales afin de développer l'irrigation.

gne où on a l'habitude d'avoir beaucoup d'eau et donc d'arroser encore plus dès qu'il fait plus chaud, l'agriculture australienne a été confrontée à la nécessité d'être performante et de pratiquer l'irrigation de façon efficace », détaille Jean-François Berthoumieu.

L'emploi de la technologie capacitive de Sentek et ce souci de valorisation ont offert rapidement aux techniciens d'Agralis et d'ACMG, jadis cantonnés à l'emploi d'une sonde neutronique et aux prélèvements de sol, de très bons résultats en dépit des attaques de l'école du bilan hydrique qui ne croyait pas en cette méthode. « Grâce aux mesures de la sonde, on a pu démontrer, dans le cadre d'un verger de pommiers, que les arbres étaient, en

raison de l'irrigation telle qu'on la pratiquait jusque-là, en stress un tiers du temps par manque d'air en raison d'un apport trop important en eau, et

pour 1/5 du temps en stress par manque d'eau. Or, pour bien fonctionner, une plante a besoin d'air et d'eau. » Les conseils d'Agralis permettent très vite d'économiser jusqu'à un tiers du volume d'eau jusque-là employé et d'obtenir de meilleurs rendements et une meilleure conservation des fruits. « Pour la pomme, notre apport a permis de passer de 75 tonnes à l'hectare à 115 tonnes à l'hectare. Pour le maïs,



Le bassin Adour-Garonne souffre l'été d'un déficit hydrique.

PHOTO ARCHIVES THIERRY SUIRE

quand on travaillait dessus, on a atteint les 150 quintaux à l'hectare, mais aujourd'hui compte tenu de la chute des prix, les céréaliers pratiquent plutôt une irrigation de sauvegarde parce que ce n'est pas rentable », indique Jean-François Berthoumieu. Depuis ses bureaux au Passage d'Agen, Agralis collecte et analyse les données de 24 000 sondes réparties essentiellement sur le territoire français mais également en Espagne, en Italie, en Europe centrale et en Afrique.

Déficit en période estivale

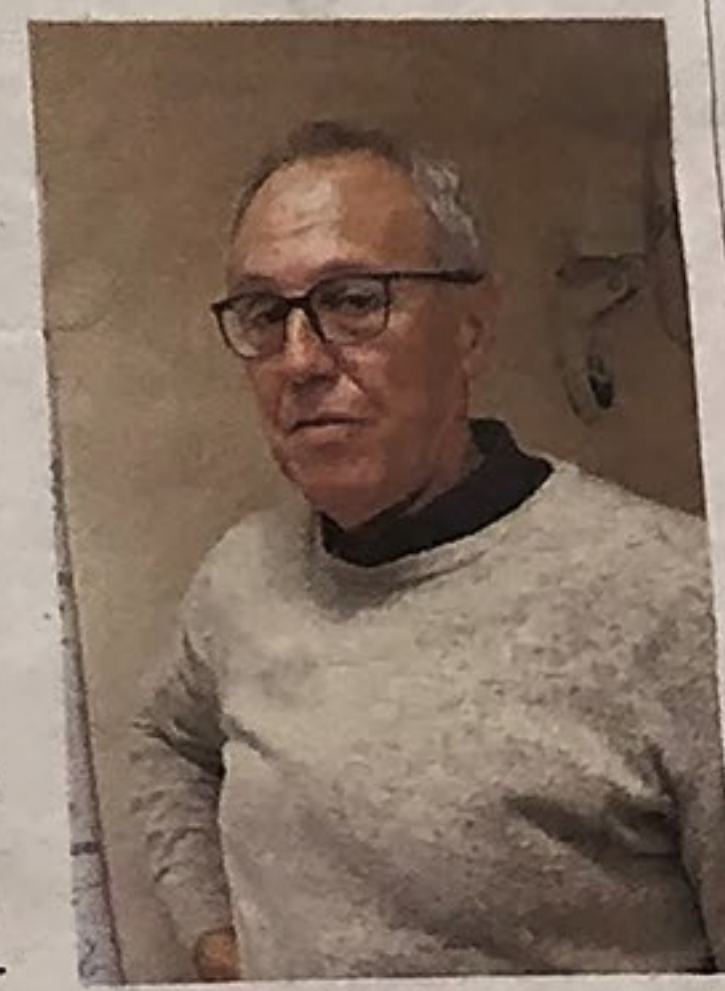
L'automatisation de l'irrigation en connexion avec la sonde devrait offrir dans les années à venir de nouvelles marges de manœuvre. La promotion d'autres comportements tels qu'ils ont été adoptés en Australie, également : « Il faut favoriser l'irrigation de nuit quand la plante a besoin de moins d'air ou encore pratiquer l'irrigation des haies pour créer une atmo-

sphère dont la température serait plus basse pendant l'été. Il y a aussi la nécessité de capter les eaux de ruissellements. On sait qu'ici 10 % des jours de pluie produisent 50 % du volume total des précipitations. Toute cette eau qui ruisselle et qui ravine le sol est une perte de richesse. » Dans le cadre du programme européen Rik-Aqua-Soil, Jean-François Berthoumieu travaille sur les moyens de ralentir ces écoulements. Le 7 février à Eymet (24), une réunion avec les professionnels du secteur agricole notamment doit plancher sur le sujet. Et là encore, il sera question de stockage.

Selon l'agence de l'eau, le bassin Adour-Garonne souffre d'un déficit pendant les périodes estivales de 250 millions de mètres cubes pour tous les usages (agricoles, civils et industriels). En 2050, il en manquera 1,2 milliard en raison du réchauffement climatique. À cet horizon, il devrait pleuvoir autant l'hiver sinon plus.

« C'est la vie de nos enfants »

Certains écologistes avancent qu'une retenue d'eau serait un frein au « cycle de l'eau ». Jean-François Berthoumieu balaie l'argument : « J'ai entendu ce type de discours dans les années 70. C'est infondé. Avec un lac, on va certes casser un écoulement vers l'aval et en cela, on va interrompre une vie. Mais c'est pour créer ailleurs une autre vie dont celle des hommes et des animaux. Et au bilan, la quantité de molécules vivantes est supérieure à celle de la situation précédente. Puisque le poisson continue à vivre malgré la sécheresse, mais surtout on protège la vie de nos enfants et de nos petits-enfants. Critiquer le stockage de l'eau, c'est les mettre en danger. Avec la hausse des températures, on aura des étés à plus de 40 °C. Beaucoup de vies vont disparaître dont la mienne peut-être. Entre un champ irrigué et non irrigué, l'écart de température est en moyenne de 7 °C et peut atteindre les 14 °C. Cela, c'est de la physique et c'est imparable. »



Jean-François Berthoumieu.

PHOTO B.S.

« Par principe »

GILETS JAUNES L'élection

Qui d'Arnaud Lagüe, Babou Miya ou Christèle Lamparim sera le futur porte-parole départemental des gilets jaunes ? Mystère. Lancée lundi sur les réseaux sociaux, l'élection n'avait toujours pas livré son verdict hier. Et dire qu'elle passionne les foules serait mentir. Sur les 2 600 membres de la page Facebook qui héberge ce scrutin, ils étaient seulement 455 à s'être prononcés hier soir. Pour la légitimité, il faudra repasser...

La démocratie version gilets jaunes a encore du chemin à parcourir. D'une ville à l'autre, les méthodes divergent. Le vote est censé être règle pour définir les actions à mener. À mains levées, sur les points de « blocage ». Sur Internet, où est le mouvement avant de descendre dans la rue, sans discontinuer presque depuis le 17 novembre, la multiplication des pages de

MOBILISATION CONTRE LA FERMETURE DU CENTRE DE FOULAYRONNES Stagiaires et formateurs régionaux d'établissement et ont exposé leur

Après l'annonce de la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) au niveau national concernant l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afp), le centre de Foulayronnes s'oppose à sa fermeture. Dans une lettre ouverte adressée aux instances de l'organisme, mais aussi aux élus locaux, les salariés et les stagiaires dénoncent le « choc terrible de cette décision qui nous semble totalement aberrante, arbitraire et incompréhensible ! »

Le centre de formation professionnelle, implanté en Lot-et-Garonne depuis 1983, forme tous les ans près de 400 stagiaires, dont la moitié de demandeurs d'emploi, précise le courrier. À la veille d'une mobilisation nationale, où une quarantaine de représentants aquitains de l'intersyndicale participeront à la rencontre de Muriel Penicaud à Paris, salariés et formateurs ont interrompu hier le comité régional d'établissement.

Rencontre avec Dionis

Face à Stéphane Cerveau, directeur régional de l'Afp Nouvelle-Aquitaine, ils ont exprimé leurs craintes de voir le centre de Foulayronnes fermer. « Je suis militaire en reconver-

Face à S. Aquitaine

sion professionnelle de Foulayronnes, formation professionnalisante, mes démarches ont été bloquées par un comité d'entreprise. Le directeur pour le marché de l'eau, main de Paris, j'ai